

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6, Allées Marines  
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 03/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DASSAULT Aviation SA**

8 avenue Marcel Dassault  
B.P. n 208  
64 600 Anglet

Références : Ubd40-64/DREAL26D  
Code AIOT : 0005202378

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement DASSAULT Aviation SA implanté 8, av Marcel Dassault 64600 Anglet. L'inspection a été annoncée le 29/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale coup de poing sur les conditions de stockage des produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DASSAULT Aviation SA
- 8, av Marcel Dassault 64600 Anglet
- Code AIOT : 0005202378
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DASSAULT AVIATION est autorisée à exploiter sur la commune d'Anglet une installation de construction aéronautique qui relève désormais du régime de la déclaration (rubriques 1185 gaz à effet de serre fluorés - 1978 utilisation de solvants organiques - 2561 trempe, recuit ou revenu de métaux - 2910 installation de combustion - 2940 application de peinture et 4411 utilisation de substances et mélanges auto-réactifs type C, D, E ou F).

L'établissement est notamment réglementé par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 08/IC/050 du 27 février 2008 qui se regarde comme un arrêté de prescriptions spéciales. Les articles 15.4 (rétention) et 40.2 (incompatibilité des produits dangereux et état des stocks) sont pris en référence dans le cadre de cette visite d'inspection.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté d'écart vis-à-vis du référentiel d'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Deux fiches de données de sécurité ont été sélectionnées : <ol style="list-style-type: none"><li>1. Essence F qui est un agent utilisé dans le nettoyage des surfaces. La FDS consultée est la version 4.4 du 02/05/2023 ;</li><li>1. Diestone DLS qui est un solvant. La FDS consultée est la version 9 du 07/11/2024.</li></ol>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  Concernant la rubrique 5, l'exploitant dispose de deux extincteurs positionnés dans le local de stockage des solvants, ce qui répond aux préconisations de la rubrique 5 des FDS consultées. Les extincteurs ont été contrôlés en juillet 2025.  Il n'a pas été constaté de manquements vis-à-vis des rubriques 6, 7 et 13 des la FDS l'Essence F et le Diestone DLS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 27/02/2008, article 15-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'Essence F et le Diestone DLS sont stockés dans un local solvants dans des fûts de 200 l placés sur des bacs de rétention. Le local dispose également de sa propre rétention grâce à un dos d'âne disposé à l'entrée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 27/02/2008, article 40.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>  Il n'a pas été constaté de stockage de produits incompatibles entre eux dans le local de stockage des solvants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : État des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 27/02/2008, article 40.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose du logiciel SAP pour gérer l'état des stocks des produits chimiques. Il y a 1 fût de 200 l d'Essence F et 1 fût de 200 l de Diestone DLS en stock.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite